

# Histoire et conséquences de l'introduction du maraîchage

en zone soudano-sahélienne au Burkina Faso

**Moussa Ouedraogo**  
ORSTOM, Ouagadougou

## Résumé

La SCOO-BAM coopérative de production maraîchère est un important champ d'observation et d'analyse des différents thèmes qui seront évoqués dans ce séminaire. A travers le thème d'étude nos observations porteront sur les effets engendrés par l'innovation, à savoir :

- les changements des modes d'exploitation agricole, changements qui ne se sont pas effectués sans perturbations et conflits ;
- les transformations économiques et sociales sont surtout liées à l'introduction des différentes techniques modernes dans le milieu. Par l'histoire de l'introduction de cette innovation, nous analyserons également les conséquences de ces transformations. L'innovation introduite par les cultures de contre-saison a entraîné d'importants gains financiers (production et exportation du haricot vert vers l'Europe), mais elle a également transformé et modifié les rapports humains (rapports entre différents pouvoirs : pouvoir moderne (administration) et pouvoirs coutumiers, et aussi les rapports hommes-femmes au sein de la société).

**Vegetable cropping in the soudano-sahelian zone: history and socio-economic conséquences**

## Abstract

SCOO-BAM is a good field of observation and analysis for the sake of this workshop. Our aim is to study effects brought by new technics :

- changes in the land management systems, that were accompanied by social struggles and conflicts;
- socio-economic transformations linked to the new practices.

By the study of the history of modern practice introduction we hope to understand the consequences of the all transformation. The introduction of counter-season cropping has permitted large monetary incomes (mostly with the trade of french beans to Europe) but it has also transformed and modified human behaviour: relation between administrative power and gender relations inside the society.

## Introduction

Le développement de l'agriculture a toujours été l'une des priorités formulées dans les discours et dans les plans quinquennaux des différents gouvernants en Afrique de l'Ouest. Rappelons que dans la plupart des pays, 80 % des populations vivent de l'agriculture et de l'élevage. Pour les autorités, le développement de l'agriculture par sa modernisation entraînera forcément la relance de l'économie. Les objectifs des différents intervenants sont clairement définis dans les discours comme dans les pratiques. L'introduction des techniques modernes dans l'agriculture entraînera également des innovations (des changements) dans les systèmes traditionnels afin d'élever le niveau de la productivité du travail agricole et d'accroître le volume de la production en droite ligne de ces priorités.

Depuis l'époque coloniale jusqu'à nos jours, plusieurs actions volontaristes de transformation des sociétés rurales ont été opérées par des intervenants extérieurs au monde rural : institutions publiques, ONG, mais aussi les institutions internationales de financement du développement et services de coopération des principaux pays industrialisés. Ainsi, dans les zones rurales, de très nombreux projets et actions de développement ont été initiés dans le secteur agricole, touchant l'introduction des cultures de rente, la vulgarisation de la culture motorisée et attelée, l'utilisation des semences améliorées, l'aménagement et la gestion des terroirs. Les premières actions et projets de développement ont, pour la plupart, connu des échecs ; ce constat est établi par de nombreux auteurs (J.Y. MARCHAL, (1979) au Burkina, J.P. DOZON, (1981) en Côte d'Ivoire etc.). Les échecs ont été constatés à travers les abandons des actions entreprises par les populations pendant la réalisation ; dans d'autres cas, les aménagements et les infrastructures réalisés par les agents de développements sont boudés. Parfois ces aménagements et leurs infrastructures ont été utilisés pour des activités innovatrices.

Dans le contexte global de l'augmentation des densités de population, de la dégradation progressive des sols suite à la sécheresse dans la zone soudano-sahélienne, de la généralisation des rapports marchands et de l'éclatement des cellules familiales se développent des enjeux socio-économico-politiques locaux importants. Ces enjeux se manifestent autour des différentes innovations et entraînent une valorisation du foncier et des équipements (espaces aménagés, ouvrages et outils de production, etc.).

Les interventions en milieu rural se proposent de faire évoluer ce qui existe déjà. Ces innovations devraient apporter nécessairement des changements et des transformations, dans l'économie. Et l'évolution de l'économie, provoquera forcément des changements au niveau du social. Les intervenants définissent leurs objectifs avant d'entreprendre les actions de développement, de façon à ce que le transfert de technologie et la conception des politiques d'innovation leur donnent une utilité sociale. Et cela se traduit en terme d'amélioration des conditions de vie des populations rurales et par conséquent en terme de progrès.

L'analyse du processus de transfert de technologie et de conception des politiques d'innovation en Afrique de l'Ouest a suscité de nombreuses questions dont certaines sont restées sans réponses. Ne pouvant toutes les énoncer nous nous contenterons d'en évoquer quelques-unes.

Comment s'est faite l'introduction des techniques et méthodes modernes de production en milieu rural ?

Ces techniques ont-elles été adoptées dès leur introduction par les populations concernées ou bien a-t-il fallu d'autres filières d'activités pour les introduire ?

Si tel est le cas, quelles sont ces filières, et quels sont les facteurs qui ont incité les populations à adopter ces techniques ?

Dans la mesure où les intervenants recherchent l'amélioration des conditions matérielles d'existence et de la qualité de la vie à travers l'application des politiques d'innovation on peut également se poser la question de savoir si les différentes techniques modernes introduites n'ont pas induit d'autres contraintes nécessitant à leur tour d'autres adaptations ?

En Afrique comme en Europe, la modernisation de l'agriculture ne peut se faire du jour au lendemain. Pour les populations africaines ces techniques et méthodes modernes de production sont conçues hors du champ culturel d'introduction et souvent, hors du champ des intérêts des sociétés rurales. Et, pour tout changement ou pour toute transformation de comportement dans un milieu, l'ensemble des facteurs socio-économiques sont primordiaux à prendre en compte. En effet la prise en compte du contexte socio-économique et de la notion de temps sont nécessaires pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement adaptées.

Dans les régions soudano-sahéliennes, la pratique des

opérations de développement conduit les différents intervenants à promouvoir un certain nombre de techniques traditionnelles d'aménagement ou de production. Dès que cette promotion des techniques traditionnelles a lieu elle porte le nom d'innovation. Souvent l'adoption apparente d'une telle technique est bien liée aux relations de dépendance qui met en rapport les deux groupes d'acteurs (développeurs et développés).

Le rôle des différents chercheurs est alors de contribuer à la connaissance des pratiques des sociétés traditionnelles, en les replaçant ici encore dans les systèmes de culture et les systèmes de production de ces sociétés, qui sont censés les accueillir. Il faut empêcher que le changement ou l'innovation suffise à justifier l'action sous couvert du développement. L'absence de recherche d'alternatives ou l'absence d'un raisonnement sur les priorités et la non prise en compte de certaines contraintes dans les milieux ont souvent porté préjudice aux populations.

## **Innovation par l'introduction d'une nouvelle activité agricole**

Notre étude portera sur l'histoire des organisations chargées des transferts de technologie et de la conception des politiques d'innovations. Nous nous proposons de développer l'exemple des coopératives maraîchères dans la zone soudano-sahélienne du Nord Burkina et particulièrement : la société de coopérative du Lac de Bam (La SCOO-BAM). Nos observations porteront sur les effets engendrés par l'innovation que représente la culture maraîchère, à savoir :

- les changements des modes d'exploitation agricole et leurs conséquences ;
- les transformations économiques et sociales liées essentiellement à l'introduction des différentes techniques modernes dans le milieu.

Nous analyserons également les conséquences de ces transformations sur les cultures traditionnelles d'hivernage.

### **Le maraîchage en zone soudano-sahélienne**

Au Nord Burkina, l'agriculture est l'activité la plus pratiquée et les changements se sont faits par le

maraîchage, qui représente une des principales activités de contre-saison. L'introduction du maraîchage dans ces zones soudano-sahéliennes a été d'une part l'œuvre des prêtres de la mission catholique de la paroisse de Bam, d'autre part, celle de l'administration coloniale dans les années 30 sur les sites rizicoles de l'office du Niger (Mali). Les populations du Yatenga et du pays Samo (Sourou) qui ont participé à l'opération culture du riz à l'office du Niger, ont bénéficié de cette initiation. De retour dans leur pays d'origine après les indépendances de 1960, elles ont développé le maraîchage et créé petit à petit des coopératives maraîchères. Ce sont surtout des coopératives maraîchères, rizicoles et de consommation, créées dans les années 1960-1970 et encadrées par les agents de l'Etat. (C'est le cas de la SCOO-BAM dont le directeur général est un agent de l'Etat). Le secteur maraîcher et fruitier a été organisé par les services techniques de l'Etat dans les années 60 ; quatre unions régionales ont été créées en 1965-1967 autour des grands centres de consommation. Le haricot vert représente un des principaux produits d'exportation.

La production maraîchère s'est développée dans les provinces du Bam, du Yatenga et du Sourou. Depuis 1971 l'administration a mis en place une Union nationale des coopératives. Cette Union est chargée d'encadrer des producteurs, de fournir des intrants, de commercialiser la production et d'exporter le haricot vert en Europe. Cette Union nationale des coopératives est gérée depuis sa mise en place par l'administration, des difficultés de gestion et un manque de dynamisme commercial ont amené sa restructuration en 1991.

L'Etat cède alors sa place aux coopérateurs qui veulent redynamiser leur union pour faire face à des exportateurs privés de plus en plus performants. L'union nationale des coopératives commercialise la production d'environ 20 000 producteurs et assure la moitié des récoltes en haricot vert destiné à l'exportation. Le processus de restructuration entamé début 1992 devrait poursuivre ses efforts, dans le sens d'une plus grande responsabilisation des producteurs au sein de la filière.

### **Historique et évolution de la société coopérative du lac de Bam (SCOO-BAM)**

La SCOO-BAM est basée à Kongoussi à 120 km au nord de Ouagadougou, dans la Province du Bam, au

Burkina Faso. Elle compte actuellement 825 membres et exploite une superficie d'environ 220 hectares aménagés et irrigués. Cette activité est rendue possible par la présence d'un lac naturel, long de 40 kilomètres en période de crue et large de 1 500 mètres avec une profondeur moyenne de 2 mètres. Son grand bassin versant, vaste (plus de 2 500 ha) lui permet d'être alimenté par les eaux de pluie.

Culture intensive de contre saison, le maraîchage a été initié à Kongoussi par les prêtres de la mission catholique de la paroisse de Bam vers 1921. La mission s'est installée au bord du lac ; Monseigneur Durieux, archevêque de Ouahigouya, constatant les énormes potentialités offertes par le lac intervient auprès de l'Etat de HESSE (Allemagne) par l'entremise de Africanum (Centre d'éducation pour les cadres africains à Francfort) pour demander une aide afin d'équiper les catéchistes riverains en matériel de production. Cette démarche a abouti sous forme d'une aide bilatérale République fédérale d'Allemagne-Haute Volta.

Depuis la mise en place de cet accord, la vulgarisation des cultures maraîchères s'est vite propagée et l'activité s'est développée de la manière suivante :

- en 1963, le Bureau d'études Part et Patner commence ses études et les intervenants procèdent à l'installation de 80 pompes à main au bord du lac avec une possibilité d'exploitation de 1 000 à 2 000 m<sup>2</sup>/par pompe ;
- en 1964, les techniciens qui encadrent les activités du maraîchage ont installé 15 pompes Africa pour 5 000 m<sup>2</sup> et ont rehaussé le seuil du déversoir, ce qui a permis l'augmentation du volume d'eau du lac de 80 % ;
- en 1965, ils sont intervenus pour l'aménagement et la fourniture de tuyaux pour deux périmètres de 35 hectares à Bam et Kongoussi et la construction des stations de pompage équipées de 6 motopompes de 200 m<sup>3</sup>/heure. La même année, ils ont construit des bureaux, des logements, des magasins et un atelier de mécanique équipé. Ils ont acheté également des voitures, des cyclomoteurs et du matériel agricole (charrues, tracteurs et charrettes). L'installation électrique aussi s'est faite au même moment ; Le coût global ORSTOM de ces investissements s'est élevé à 50 millions de FCFA.

Les travaux de production avec les paysans ont débuté en 1966 et la constitution de la coopérative a eu lieu le 25 mars 1966, par une assemblée constitutive de 43 membres.

## Evolution et organisation de la SCOO-BAM

Après l'aménagement des parcelles et l'implantation des infrastructures, il fallait assurer la gestion de la coopérative. En effet, les différents intervenants se sont plus préoccupés de la vulgarisation des méthodes et techniques de production que de la gestion. La politique de gestion n'ayant pas été prise en compte pendant la mise en place de la coopérative a entraîné des difficultés de gestion. Ce qui, à nouveau, a provoqué plusieurs crises sociales au sein de la coopérative. Au début des activités, les gestionnaires tâtonnaient et les coopérateurs produisaient de tout : oignon, pomme de terre, choux et haricot vert sans planification. De 1969 à 1971, les accords et les normes de production ne sont pas respectés d'où une mévente et un malaise social qui s'instaure chez les jeunes coopérateurs. Ce malaise oblige l'ORD à intervenir dans leur gestion. L'ORD (l'Organisme régional de développement) est la structure régionale du ministère de l'agriculture, chargée de l'encadrement et de la gestion des groupements et organisations agricoles. L'ORD intervient, fait un inventaire rapide de la société, dissout la direction et procède au règlement des coopérateurs.

Cette intervention de l'Etat a été mal perçue par les coopérateurs et ces derniers organisent une résistance en instaurant des actes de sabotage, d'indiscipline et de désordre. Le manque de politique de gestion a été constaté aussi dans d'autres coopératives telle que l'URCOMAYA à Ouahigouya, ce qui a amené les autorités publiques à créer, en 1971, une structure autonome l'UVOCAM, (l'Union voltaïque des coopératives agricoles et maraîchères) qui deviendra l'UCOBAM (Union des coopératives burkinabé des produits agricoles et maraîchères) ayant pour fonction d'organiser et de coordonner la gestion de l'ensemble des coopératives du pays. L'UCOBAM trouve ainsi des débouchés pour le haricot vert (ballon d'oxygène pour la coopérative). Dès lors, tous les efforts sont axés sur cette production, faisant de la SCOO-BAM la première productrice de haricot vert d'exportation du Burkina Faso.

### Situation de la production Haricot vert de 1990-1991 (kg)

Réception UCOBAM	686 990
Réception Clients	170 667
Vente locale	485
Déclassé	106 380
Retour	29 380
Don	-
Autoconsommation	257 297
Production brute	-

Les objectifs quantitatifs de la campagne 1990-1991 ont porté sur la production de 1 060 tonnes de haricot vert fin, sur 150 hectares.

## **Conséquences des modifications des techniques agricoles**

### **Techniques de cultures maraîchères**

Avec les aléas climatiques et le poids des traditions, les agents de développement ont éprouvé des difficultés à introduire des techniques modernes dans l'agriculture traditionnelle (culture attelée, semis en ligne, utilisation de fertilisants et d'insecticides et sélection des variétés). L'utilisation d'autres filières telles que le maraîchage et les aménagements leur a permis d'atteindre leur objectif. L'ensemble des techniques culturelles adoptées à travers le maraîchage sont utilisées pour les cultures céréalières en hivernage. Le reste des engrais organiques et minéraux destinés au maraîchage, est utilisé pour les cultures céréalières d'hivernage. Ces mêmes techniques proposées directement pour les cultures traditionnelles ont été dans certains milieux rejetées, alors que par le biais du maraîchage elles ont été acceptées.

Le maraîchage en tant que tel est une nouvelle activité pratiquée en saison sèche qui rentre, en partie, en concurrence avec les pratiques traditionnelles. En effet, les contraintes d'écoulement conditionnent les périodes de culture des produits maraîchers et notamment celle du haricot vert, principale culture de la SCOO-BAM. Ce qui conduit les paysans à modifier les cycles de production sur l'ensemble des cultures pratiquées.

Le haricot vert, destiné surtout à l'exportation vers la France ne peut se faire qu'en décembre période, pendant laquelle il est peu produit en Europe. Ainsi, les producteurs sont obligés de libérer les parcelles sur lesquelles sont produites le sorgho, culture pluviale, en octobre pour pratiquer le maraîchage. Ce qui implique un choix : produire des cultures de saison ou des cultures de contre saison (maraîchage) avec les risques de difficultés dans l'écoulement des produits et de pertes financières.

## **Conséquences d'ordre social de l'innovation**

### ***Les conflits sociaux, et les rapports de pouvoir autour du foncier***

A partir de 1985 la production maraîchère s'est accrue progressivement ainsi que les superficies exploitées. Ces superficies sont passées de 35 hectares à 220 hectares, le nombre des coopérateurs de 43 membres dès le départ, a atteint 825 membres. L'augmentation des superficies agricoles et le nombre croissant des coopérateurs a provoqué à nouveau des défaillances et des conflits dans la gestion de la coopérative.

L'utilisation des nouvelles techniques agricoles (culture attelée, tracteur) a permis d'aménager plusieurs parcelles maraîchères et de récupérer des terres non exploitables autrement.

La terre ainsi aménagée a acquis une valeur marchande et le rapport économique à la terre tend à devenir dominant dans les stratégies paysannes d'occupation de l'espace (en particulier en ce qui concerne les parcelles aménagées dans les bas-fonds). De ce fait, les terres situées autour du lac sont convoitées par les différents exploitants. Les différents ayant-droits se sont engagés individuellement ou collectivement dans des stratégies de manipulation de leur droits respectifs. Les autochtones « Tengsobnema » propriétaires terriens affirment leur prééminence et les autres exploitants revendiquent leur droit auprès des autorités administratives de la province. Ces revendications de part et d'autre engendrent d'importants conflits.

La SCOO-BAM dispose de quatre périmètres maraîchers à Bam, un à Ratinga, à Nionioussin et à Nabissi. Au sein des coopérateurs, exploitant les différents périmètres aménagés par la coopérative, a éclaté un conflit opposant les autochtones du quartier Bango, propriétaires fonciers de la région, et un certain nombre d'exploitants sur l'un des périmètres. Ce conflit date du début du régime révolutionnaire de 1983. Après un contrôle, par les autorités administratives, de l'exploitation des parcelles maraîchères aménagées par la SCOO-BAM, il s'est avéré que les autochtones (propriétaires terriens) de la famille du « Tengsoba » de Bango disposaient de plusieurs parcelles aménagées par la coopérative, et les cédaient en exploitation, en saison sèche, à d'autres exploitants, moyennant un partage des revenus des produits récoltés.

Les autorités publiques de l'époque retirèrent alors, les parcelles aux autochtones et les distribuèrent à ceux qui les exploitaient. Les propriétaires fonciers qui craignaient les autorités révolutionnaires de l'époque, ne se sont pas manifestés lors du retrait des parcelles, mais, depuis l'instauration de l'Etat de droit, revendiquent leurs parcelles perdues sous la révolution.

Ces revendications provoquèrent en 1992 un important conflit foncier opposant les différents groupes autochtones du quartier Bango (Kongoussi) et les autres coopérateurs, paralysant ainsi les activités maraîchères. Les autochtones interdirent l'accès des parcelles aux exploitants et le haricot fut détruit sur plants occasionnant ainsi d'énormes pertes, près de 70 tonnes ce qui représente une valeur à l'exportation, de 7 millions de FCFA environ. Le conflit a également paralysé la ville de Kongoussi et il a fallu l'intervention de la police et de la gendarmerie pour que le calme soit rétabli. Le conflit persiste, bien que les multiples interventions des autorités politiques aient assagi les protagonistes.

Au sein des exploitations, les nouvelles cultures ont provoqué, également des conflits entre générations et entre hommes-femmes dans la répartition des tâches, l'organisation et l'écoulement de la production. Les aînés qui veulent maintenir le même schéma traditionnel de distribution des rôles entre les membres de la famille, se gardent les tâches les moins contraignantes (surveillance, et vente des produits). Les tâches difficiles, (semence, labour, sarclage, etc.) sont laissées aux femmes et aux jeunes.

### ***Changement social et apports économiques***

La production maraîchère a engendré également à Kongoussi des transformations sociales et économiques. La pratique des cultures de contre-saison a procuré aux populations d'importants revenus monétaires qui les ont incité à s'y intéresser d'avantage. Ces revenus ont entraîné l'accroissement du nombre des coopérateurs et un manque de parcelles exploitables. L'innovation agricole, une fois adoptée, a entraîné successivement d'autres changements économiques et sociaux.

La maîtrise des nouvelles techniques a induit un accroissement de la production et soulevé le problème sa commercialisation. Peu consommés en milieu rural, les produits du maraîchage sont essentiellement destinés à l'exportation et à la consommation urbaine. Leur écou-

lement vers les centres de distribution exige des infrastructures adaptées or, l'insuffisance des moyens de transport ainsi que des problèmes de conservation ont entraîné une mévente et une baisse des prix des produits, cette baisse des prix à son tour, a provoqué une baisse de la production. Ce constat oblige, aujourd'hui, les responsables de la coopérative à mettre en place plusieurs stratégies : promotion pour la consommation des produits maraîchers et recherche de marchés extérieurs.

La promotion pour la consommation des produits maraîchers par les agents de développement à Kongoussi et dans la région, et la pénurie de céréales, provoqué par les sécheresses, incitent les producteurs et l'ensemble de la population à consommer les produits maraîchers. Ainsi, les produits maraîchers contribuent-ils, en particulier pendant la période de soudure, à un meilleur équilibre alimentaire à la fois quantitatif et qualitatif, sous forme de produits consommés et/ou d'achat de céréales par les revenus monétaires obtenus.

Les revenus monétaires dégagés par le maraîchage ont également permis d'assurer certaines dépenses sociales (mariages baptêmes) et ont favorisé des investissements dans d'autres activités telles que le petit commerce et l'emboûche des ovins et caprins. L'emboûche s'est beaucoup développée à Kongoussi ces dernières années avec l'abondance des sous produits du maraîchage.

Malgré toutes ces transformations dues à l'introduction du maraîchage dans la région, il est important de souligner que ce type de culture a été un facteur globalement positif pour les populations de la région. Avec l'irrégularité des pluies et les nombreuses sécheresses dans cette zone soudano-sahélienne le maraîchage a permis : d'enrayer le problème de la soudure avec la création de surplus de production des deux récoltes et de procurer des revenus monétaires permettant aux populations d'entreprendre d'autres activités.

Les revenus globaux versés aux coopérateurs pendant la campagne 1990-1991 ont été de 51 991 345 FCFA. La coopérative a fait un effort considérable pour verser des avances tout au long de la campagne (20 625 000 FCFA) afin de soutenir les coopérateurs dans la crise céréalière. Les 526 exploitants ont effectivement travaillé et le revenu moyen en 1991 a été de 98 948 FCFA, la moyenne de l'année 90 était de 65 530 FCFA. Ces sommes représentent environ 80 % des revenus moyens/annuels des populations dans la région.

## Conclusion

Les différentes techniques modernes introduites dans l'agriculture ont induit d'autres contraintes nécessitant à leur tour d'autres adaptations. L'absence de recherche d'alternatives ou l'absence d'un raisonnement sur les priorités et la non prise en compte de certaines contraintes dans les milieux où sont introduites ces techniques, ont souvent porté préjudice aux populations.

L'innovation d'une activité provoque des changements et des transformations profondes dans tous les autres secteurs d'activités de l'environnement. L'histoire de la SCOO-BAM et les différentes étapes de son évolution, nous montre sa complexité. La prise en compte du contexte socio-économique et de la notion de temps sont nécessaires dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement adaptées.

## Bibliographie

BOIRAL. P., LANTERIE J.F., OLIVIER DE SARDAN J.P., 1985. Paysans et chercheurs en Afrique noire. Paris, France, Sciences sociales et développement rural, CIFAGE-KARTALA.

CHAUVEAU J.P., DOZON J.P. et RICHARD J., 1981. Histoire de riz, histoire d'igname : le cas de la moyenne Côte-d'Ivoire, 51.(2).

SCOO-BAM, 1991. Rapport d'activité campagne agricole 1990-1991.

MARCHAL J.Y., 1974. Note sur l'émigration familiale dans la subdivision centrale de Ouahigouya (Y 8, NK 1, Yatenga ). Ouagadougou, Burkina Faso. Notes et documents voltaïques vol. 12 p.

MARCHAL J.Y., 1983. Yatenga, Nord Haute Volta. La dynamique d'un espace soudano-sahélien. Travaux et documents de l'ORSTOM n° 167, 873 p. + cartes.

OUEDRAOGO M., 1992. Modes d'appropriation de l'espace et développement : Exemple des villages de Bidi et Améné, (Nord Yatenga, Burkina Faso). DEA d'Anthropologie, Université de Provence, Aix-Marseille 1.

SERPANTIE G., 1991. Point de vue d'un agronome sur l'innovation dans l'agriculture tropicale. Recueil de textes pour la table ronde du laboratoire d'Etudes agraires. Montpellier, France, ORSTOM, 17-18 octobre.

Ouedraogo Moussa. (1995)

Histoire et conséquences de l'introduction du maraîchage en zone soudano-sahélienne au Burkina Faso

In : Chauveau Jean-Pierre (ed.), Yung J.M. (ed.)

Innovation et sociétés : quelles agricultures? quelles innovations? : 2. Les diversités de l'innovation

Montpellier : CIRAD, 257-263. Séminaire International d'Economie Rurale, 14., Montpellier (FRA), 1993/09/13-16.  
ISBN 2-87614-199-X